

**ARRETE DE POLICE PORTANT
REGLEMENTATION DE STATIONNEMENT****Place de la Mairie - Allée du Château
Commune de Satolas-et-Bonce**

MADAME LE MAIRE,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le décret n°69-150 du 5 février 1969 relatif à la signalisation routière, modifié par l'arrêté interministériel du 29 novembre 1986,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu la demande du sou des écoles en date du 27 novembre 2023

Considérant que pour permettre le déroulement de la vente de sapins par le sou des écoles et assurer la sécurité des usagers des voies et des participants, il y a lieu de réglementer le stationnement selon les dispositions suivantes :

ARRETE**ARTICLE 1**

Le stationnement sera temporairement réglementé sur le Parking **Place de la Mairie** dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable le vendredi 01 décembre de 15h30 à 20h30.

ARTICLE 2

Le Stationnement de tous les véhicules sera interdit sur la Place de la Mairie, sur les stationnements coté monument aux morts.

L'association du sou des écoles est autorisée à occuper l'espace public.

ARTICLE 3

Le stationnement de véhicule contrevenant au présent arrêté sera considéré comme gênant au sens des dispositions du Code de la route.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Le maire, le bénéficiaire, M. le Commandant de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 5 - Recours - Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à SATOLAS ET BONCE, le 27 novembre 2023

Madame le Maire,

Christine SADIN

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la subdivision départementale de l'équipement ci-dessus désignée.